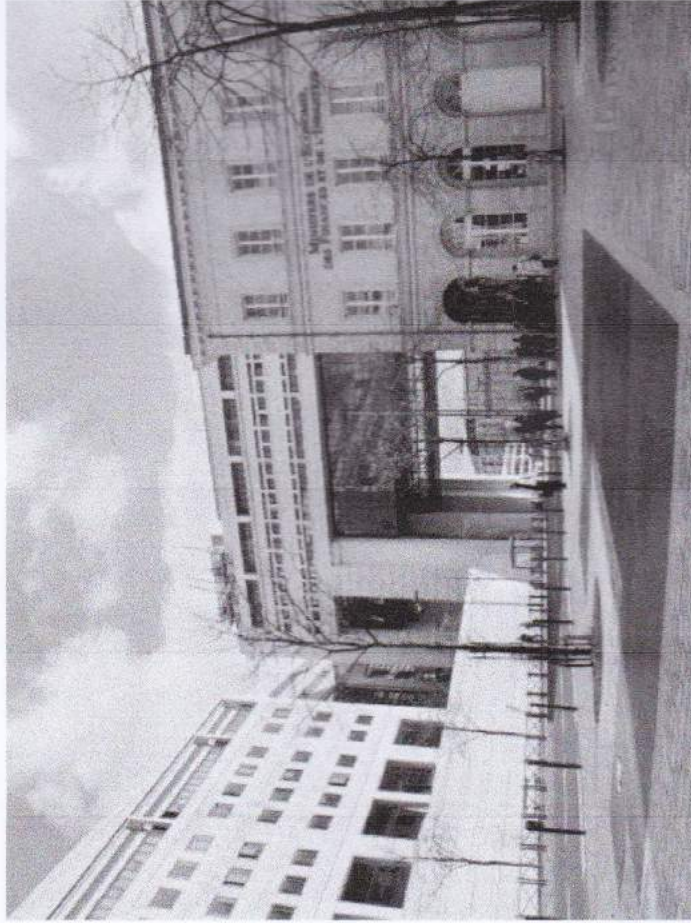


EXCLUSIF Après avoir bien résisté à la crise, la rentabilité des entreprises publiques a plongé entre 2011 et 2015 par rapport au CAC 40 pour finalement se redresser l'an passé. Tel est le constat d'une étude inédite que Challenges dévoile.



Les entreprises publiques pas moins rentables que le CAC 40
LAURENT HUET / AFP

SUR LE MÊME SUJET

- **SNCF, EDF... comment l'Etat actionnaire cannibalise les entreprises publiques**
- **EDF, Areva, SNCF... La descente aux enfers de nos entreprises publiques**
- **A salaires plafonnés vivier asséché - Le démantèlement**

Un comparatif inédit. Le site d'information sur les finances

publiques, Fipeco, vient de publier une étude qui jauge la santé financière de 62 entreprises publiques au regard de celles du CAC 40. Avec des résultats très instructifs sur les choix de l'Etat actionnaire ! Les entreprises publiques ont mieux traversé la crise financière que les géants du privé. Entre 2006 et 2010, leur rentabilité financière a ainsi atteint en moyenne 18 %, alors que celle des secondes voisinaient les 11 %, selon les données du cabinet de conseil Riool Lasteyrie.

A l'inverse, la timide reprise économique qui a suivi a davantage profité au CAC 40 qu'aux entreprises dont l'Etat détient au moins



LE CŒUR
FAIT TOUTE LA
DIFFÉRENCE

EN SAVOIR PLUS

UNUS UNCOOLEST DANGBELEPOULAHNÉ, ACCONOMEWAC MODÉRATION.

BOURSE > LE 23/11 À 17H55

CAC 40 +0,50% 5379,54

RECHERCHER UNE VALEUR

NEWSLETTER CHALLENGES

Entrez votre E-mail

JE M'ABONNE

- A salaires platonnés**
 vivier asséchés - Le départ de Pierre Mongin de la RATP relance le débat sur la rémunération des dirigeants des entreprises publiques.

A l'inverse, la timide reprise économique qui a suivi a davantage profité au CAC 40 qu'aux entreprises dont l'Etat détient au moins 20 % des droits de vote de l'actionariat. Entre 2011 et 2015, la rentabilité des entreprises publiques a en effet dégringolé à 2 %, quand celle des sociétés du CAC 40 atteignait 7 %. En 2016, les entreprises publiques ont retrouvé des couleurs avec 7,9 % de rentabilité, contre 8,2 % pour les grands groupes privés.

Des performances qui ne sont pas étrangères à la politique de prélèvement de dividendes opérée par l'Etat sur les entreprises publiques. De vraies montagnes russes ! Alors que l'Etat a reçu 55 % du résultat net de ces entreprises sous formes de dividendes entre 2006 et 2010, il en a ponctionné 181 % entre 2011 et 2015... Une période où les dividendes des entreprises publiques ont souvent servi à combler (en partie) le déficit de la France. En comparaison, les actionnaires du CAC 40 touchaient en moyenne 61 % du résultat des entreprises entre 2006 et 2010 et 68 % entre 2011 et 2015. En 2017, l'Etat est revenu à davantage de sobriété en prenant 38 % du résultat des entreprises publiques de l'année passée sous forme de dividendes, contre 60 % pour les actionnaires du CAC 40.

SPONSORISE
Economisez 185€ sur dyson.fr
 Découvrez toutes nos offres sur dyson.fr jusqu'au 29/11/2017.
Sponsorisé par Dyson

La ponction des années 2011-2015 a largement creusé l'endettement des entreprises publiques. Si le poids de leur dette financière par rapport à leurs capitaux propres avait diminué de 150 % à 100 % entre 2006 et 2010 - tandis que celui des entreprises du CAC 40 demeurait autour de 25 %, il est remonté en 2016 à cause du prélèvement de dividendes ultra-élevés par l'Etat actionnaire. Aujourd'hui, le taux d'endettement des entreprises publiques avoisine les 150 %, contre 18 % pour les sociétés du CAC 40...

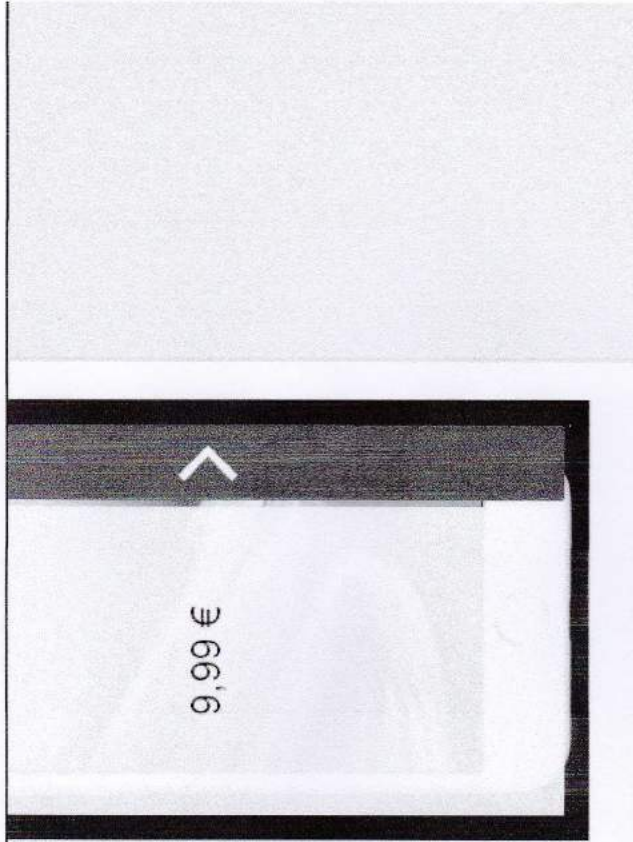
"Malgré de meilleurs résultats en 2016, la situation financière des participations de l'Etat reste très fragile, relève François Ecalle, auteur de l'étude et animateur de Fipeco. C'est notamment le cas des entreprises du secteur de l'énergie. L'Etat a dû apporter 3 milliards d'euros en capital à EDF en mars 2017 et 4,5 milliards d'euros au sociétée, issues de la solution d'Arava

JE M'ABONNE



Économie

VIDEO - Comment le Black Friday est arrivé en France?



France: En comparaison, les actionnaires du CAC 40 touchaient en moyenne 61 % du résultat des entreprises entre 2006 et 2010 et 68 % entre 2011 et 2015. En 2017, l'Etat est revenu à davantage de sobriété en prenant 38 % du résultat des entreprises publiques de l'année passée sous forme de dividendes, contre 60 % pour les actionnaires du CAC 40.

SPONSORISE
Economisez 185€ sur dyson.fr
Découvrez toutes nos offres sur dyson.fr jusqu'au 29/11/2017.
Sponsorisé par Dyson

La ponction des années 2011-2015 a largement creusé l'endettement des entreprises publiques. Si le poids de leur dette financière par rapport à leurs capitaux propres avait diminué de 150 % à 100 % entre 2006 et 2010 - tandis que celui des entreprises du CAC 40 demeurait autour de 25 % -, il est remonté en 2016 à cause du prélèvement de dividendes ultra-élevés par l'Etat actionnaire. Aujourd'hui, le taux d'endettement des entreprises publiques avoisine les 150 %, contre 18 % pour les sociétés du CAC 40...

"Malgré de meilleurs résultats en 2016, la situation financière des participations de l'Etat reste très fragile, relève François Ecalle, auteur de l'étude et animateur de Fipeco. C'est notamment le cas des entreprises du secteur de l'énergie. L'Etat a dû apporter 3 milliards d'euros en capital à EDF en mars 2017 et 4,5 milliards d'euros au sociétés issues de la scission d'Areva en juillet." L'expert observe aussi que les capitaux propres de la SNCF sont largement dans le rouge (- 7,3 milliards d'euros) et dégradent fortement dans les prochaines années.

#AGENCE DES PARTICIPATIONS DE L'ETAT #SNCF

0 RÉACTIONS

f + G+ in 13 PARTAGES

Économie

VIDEO - Comment le Black Friday est arrivé en France?

La tension baisse sur le marché français du beurre

Les entreprises publiques pas moins rentables que le CAC 40

La BCE profondément divisée sur l'avenir des rachats d'actifs

Le moral des patrons est au beau fixe

TOUS LES ARTICLES ÉCONOMIE >

IMMOBILIER D'ENTREPRISE >

Contenus sponsorisés